



Les grands titres:

- Au Paraguay, Ban Ki-moon salue les réalisations du pays en matière de développement
- Afghanistan : un rapport de l'ONU sur la torture des détenus fait état de progrès
- L'OMS appelle l'Europe à intensifier les campagnes de vaccination contre la rougeole
- L'Asie-Pacifique doit renforcer sa résilience face aux catastrophes naturelles, selon l'ONU
- Mettre un terme à la criminalité violente, un prérequis du développement durable, selon l'ONU
- Myanmar : l'ONU exhorte le pays à « retrouver le droit chemin »
- FAO : un leadership solide et une culture axée sur les résultats, selon un rapport indépendant

Au Paraguay, Ban Ki-moon salue les réalisations du pays en matière de développement



25 février - A l'occasion d'une visite au Paraguay, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a salué mercredi les avancées récentes du pays en matière de développement durable et de réduction de la pauvreté, ainsi que sa contribution en faveur de la paix et de la sécurité internationales.

Au cours de sa visite à Asunción, la capitale du pays, le chef de l'ONU s'est entretenu avec le Président du Paraguay, Horacio Manuel Cartes Jara.

Selon un compte-rendu de la réunion entre les deux hommes, le Secrétaire général a félicité le Président pour la contribution du Paraguay aux activités de maintien de la paix des Nations Unies, notamment en Haïti, alors que des soldats de la paix paraguayens sont actuellement déployés dans huit pays à travers le monde.

M. Ban a également salué les progrès accomplis par le Paraguay dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en particulier concernant de la réduction de la pauvreté.

Le Secrétaire général a également mentionné les efforts déployés par le pays pour lutter contre la production et le trafic de drogues, encourageant le pays à prendre une part active à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies qui sera organisée sur ce thème en 2016.

M. Ban a félicité le Président du Paraguay pour l'élection de son pays au Conseil des droits de l'homme de l'ONU et l'a encouragé à se pencher sur les droits des peuples autochtones à la terre et à la consultation préalable s'agissant des projets de développement.

Revenant sur la question du développement dans une série de remarques adressées aux journalistes, suite à son entretien avec le Président, M. Ban a salué le fait que de plus en plus de Paraguayens bénéficient d'un meilleur accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'eau potable et l'assainissement.

« J'ai aussi remercié le Président Cartes pour son leadership national et régional afin de relever l'un des plus grands défis de cette région: l'inégalité », a poursuivi le Secrétaire général, ajoutant que le monde avait besoin d'un développement durable et inclusif pour tous.

« En septembre, les dirigeants mondiaux se réuniront à l'ONU à New York pour adopter un programme de développement pour l'après-2015, assorti d'une nouvelle génération d'objectifs de développement durable. En cette période décisive, nous devons travailler ensemble pour mettre fin à la pauvreté et transformer les vies tout en protégeant la planète », a-t-il ajouté.

Sur la question du climat, le Secrétaire général a déploré que le Paraguay ressente déjà les effets du changement climatique, s'agissant notamment de l'augmentation des inondations et des périodes de sécheresse prolongées.

Selon M. Ban, il s'agit là d'un constat d'autant plus dommageable que le Paraguay ne contribue que faiblement aux émissions mondiales, notamment parce que la totalité de son électricité est d'origine hydraulique.

Aussi, le Secrétaire général a-t-il souhaité que le pays participe activement à la conclusion d'un accord universel pour lutter contre le changement climatique lors de la prochaine conférence sur le climat en décembre.

« Je terminerais en exprimant mon admiration pour l'histoire glorieuse du Paraguay et son riche patrimoine culturel. C'est pour moi un honneur et un plaisir d'être dans ce beau pays », a conclu M. Ban.

Afghanistan : un rapport de l'ONU sur la torture des détenus fait état de progrès



25 février - Certains progrès ont récemment été réalisés concernant le traitement des prisonniers liés au conflit en Afghanistan dans les centres de détention gouvernementaux, alors que les autorités du pays se sont engagées à accélérer l'élimination totale de la torture à l'encontre des détenus, indique un nouveau rapport de l'ONU rendu public mercredi.

Coréalisée par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, cette nouvelle et troisième étude sur le sujet se fonde notamment sur des entretiens réalisés avec 790 détenus liés au conflit entre février 2013 et décembre 2014 et avec les forces de sécurité, la police et les autorités judiciaires afghanes.

Selon le rapport, un tiers de tous les détenus interrogés ont déclaré avoir subi des mauvais traitements ou des tortures, soit une diminution de 14% par rapport à la période précédente.

« Les efforts entrepris par le gouvernement de l'Afghanistan pour prévenir la torture et les mauvais traitements se sont traduits par des progrès au cours des deux dernières années », s'est félicité le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afghanistan et chef de la MANUA, Nicholas Haysom, dans un communiqué de presse à Genève annonçant la publication du rapport. « Il reste encore beaucoup à faire, cependant, et je me réjouis de la volonté immédiate de la nouvelle administration de mettre fin à ces pratiques ».

L'amélioration constatée dans le rapport est en effet attribuable à de nouvelles directives gouvernementales interdisant la torture, à une augmentation des inspections dans les établissements de détention, à une formation axée sur les techniques d'interrogatoire alternatives ainsi qu'à d'autres mesures contenues dans un décret présidentiel afghan datant de février 2013.

Cependant le nouveau rapport met en évidence la persistance des mauvais traitements et des tortures contre les détenus, pour l'essentiel des personnes suspectées d'être des Talibans ou des membres de groupes anti-gouvernementaux. Le rapport fait notamment état de seize méthodes de torture et de mauvais traitements, y compris des coups sévères portés avec des tuyaux, des câbles et des bâtons, ainsi que des tortures par suspension, choc électrique et asphyxie.

L'étude révèle également une persistance de l'impunité pour les crimes commis et fait état d'une seule poursuite pénale pour torture depuis 2010, malgré les nombreux cas identifiés et vérifiés.

L'étude met par ailleurs en évidence un certain nombre de rapports jugés crédibles, attestant de l'existence de lieux de détention non officiels utilisés par les autorités afghanes dans plusieurs régions. Elle appelle par conséquent le gouvernement afghan à identifier ces lieux et à les fermer dans les plus brefs délais.

« La torture est un crime très grave, pour lequel il ne peut y avoir aucune justification. Son interdiction à l'échelle internationale est absolue. Nous avons constaté de nombreux exemples démontrant à quel point son utilisation porte atteinte à la sécurité nationale et se révèle contre-productive », a déclaré de son côté le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.

L'OMS appelle l'Europe à intensifier les campagnes de vaccination contre la rougeole



25 février - Le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé des Nations Unies (OMS) pour l'Europe a appelé mercredi les dirigeants politiques européens, les travailleurs de la santé et les parents à intensifier de manière significative et dans les plus brefs délais la vaccination contre la rougeole de tous les groupes d'âge considérés comme étant à risque.

« Cela permettra de mettre fin aux épidémies de rougeole survenues dans la Région européenne de l'OMS et de prévenir un tel phénomène à l'avenir », a déclaré l'agence de l'ONU dans un communiqué de presse rendu public mercredi à Copenhague.

Selon l'OMS, sept pays de la région ont signalé 22.149 cas de rougeole entre 2014 et le début de l'année 2015, ce qui menace l'objectif de la Région d'éliminer la maladie d'ici la fin de l'année. En effet, bien que les cas de rougeole aient diminué de 50% entre 2013 et 2014, des sursauts d'épidémie relativement répandus continuent de faire leur apparition en Europe.

Les pays européens les plus touchés sont le Kirghizistan (7477 cas), la Bosnie-Herzégovine (5340 cas), la Fédération de Russie (3247 cas), la Géorgie (3291 cas), l'Italie (1674 cas), l'Allemagne (583 cas) et le Kazakhstan (537 cas).

« Si l'on considère qu'au cours des deux dernières décennies, nous avons observé une réduction de 96% du nombre de cas de rougeole dans la Région européenne, et que nous sommes à deux pas de l'élimination de la maladie, nous sommes pris de court par ces chiffres. Nous devons collectivement répondre, sans plus tarder, afin de combler les lacunes existantes en terme de vaccination », a expliqué la Directrice régionale de l'OMS pour l'Europe, Dr Zsuzsanna Jakab. « Il est inacceptable que, après les efforts des 50 dernières années pour rendre disponibles des vaccins sûrs et efficaces, la rougeole continue de coûter des vies, de l'argent et du temps », a-t-elle ajouté.

Selon l'OMS, des épidémies de rougeole continuent de se produire en Europe du fait d'un nombre croissant de parents refusant de faire vacciner leurs enfants ou qui se heurtent à des obstacles pour accéder à des vaccins. Les voyages, a indiqué l'agence de l'ONU, peuvent également augmenter le risque d'exposition au virus et sa propagation parmi des populations sensibles non vaccinées.

« La priorité est maintenant de lutter contre les épidémies actuelles dans tous les pays touchés par des campagnes de vaccination ciblant les personnes à risque », a déclaré la Directrice adjointe, Division des maladies transmissibles, de la sécurité sanitaire et de l'environnement au Bureau régional de l'Europe, Dr. Nedret Emiroglu. « Dans le même temps, tous les pays, sans exception, doivent conserver une couverture très élevée de vaccination contre la rougeole, afin que des épidémies similaires ne se reproduisent plus dans notre région et que la rougeole soit éliminée une fois pour toutes ».

Les mesures préconisées par l'OMS sont : améliorer la surveillance pour détecter et enquêter sur tous les cas suspects ; tester rapidement les cas et identifier les chaînes de transmission ; diffuser des informations de haute qualité fondées sur des preuves concernant les avantages et les risques associés à la vaccination contre la rougeole.

Afin d'aider les pays européens dans leurs efforts, le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe a lancé un nouveau Plan d'Action européen de vaccination (EVAP), approuvé par les Etats membres en septembre 2014.

L'Asie-Pacifique doit renforcer sa résilience face aux catastrophes naturelles, selon l'ONU



25 février - Si 2014 n'a pas été le cadre d'une catastrophe naturelle de grande envergure causée par un tremblement de terre ou par un tsunami, plus de la moitié des 226 catastrophes naturelles qui se sont produites cette année dans le monde ont eu lieu dans la région Asie-Pacifique, indique un nouveau rapport de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies (CESAP) rendu public mercredi.

Ce rapport annuel, intitulé « Natural Disasters in Asia and the Pacific: 2014 Year in Review », précise qu'au total, plus de 6.000 décès ont été causés par des catastrophes naturelles en 2014, par rapport à 18.744 décès en 2013. Le rapport indique également que 79,6 millions de personnes ont été touchées par des catastrophes naturelles dans la région, pour 85% d'entre elles liées à des tempêtes violentes, des inondations et des glissements de terrains transfrontaliers.

Selon le rapport de la CESAP, les pertes économiques dues aux catastrophes naturelles en 2014 ont été également élevées, atteignant au total 59,6 milliards de dollars.

L'étude présente par ailleurs une analyse du niveau de résilience de la région et des leçons tirées des catastrophes passées. Elle souligne que les pertes économiques les plus élevées en Asie et dans le Pacifique ont été causées par des inondations de bassins fluviaux (16 milliards de dollars) et le cyclone Hudhud (11 milliards de dollars) en Inde, le tremblement de terre dans le comté de Ludian en Chine (6 milliards de dollars), et les cyclones tropicaux Lingling et Kajiki au Japon (5,2 milliards de dollars).

La région a été largement prise au dépourvu dans sa réponse aux inondations et aux glissements de terrain transfrontaliers, observe le rapport. Ces catastrophes, qui pourraient être en hausse en raison du changement climatique, requièrent des échanges d'information au niveau régional et la coordination des systèmes d'alerte précoce efficace. Le rapport appelle par conséquent à renforcer la coopération régionale pour faire face aux catastrophes transfrontalières.

Les conclusions de la CESAP démontrent en outre que la préparation aux tempêtes sévères grâce à des systèmes d'alerte précoce efficaces a considérablement réduit le nombre de morts.

Selon le rapport, la région Asie-Pacifique a par ailleurs connu cinq sécheresses graves en 2014, qui ont touché 31,5 millions de personnes.

Le rapport appelle les pays de la région à prêter une plus grande attention aux catastrophes à évolution lente, comme les sécheresses, qui touchent les catégories les plus pauvres de la population.

Les dirigeants de l'Asie et du Pacifique s'apprêtent à finaliser en mars prochain à Sendai, au Japon, un nouveau cadre d'action mondial pour la réduction des risques liés à des catastrophes, qui remplacera le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015. Dans cette perspective, le rapport de la CESAP affirme que renforcer la résilience reste une priorité absolue pour la protection des vies et des biens dans la région Asie-Pacifique.

Mettre un terme à la criminalité violente, un prérequis du développement durable, selon l'ONU



25 février - Bien que des progrès aient été réalisés à l'échelle mondiale dans la lutte contre la criminalité violente, le nombre d'homicides a augmenté de 10% dans les pays à faible revenu et à revenu moyen-inférieur par rapport à la dernière décennie, ont déploré mercredi des hauts responsables de l'ONU, mettant en évidence le lien entre la réduction de ce fléau et le développement durable.

« Réduire la criminalité violente et assurer la primauté du droit est d'une importance manifeste pour le quotidien des populations – afin de protéger les personnes vulnérables contre l'exploitation, d'empêcher la corruption de porter atteinte aux services publics et de libérer les jeunes du cercle vicieux de la pauvreté, de la drogue, de la criminalité et de violence », a déclaré le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Yury Fedotov, à l'occasion d'un débat thématique de haut niveau, au siège de l'ONU à New York, sur le thème « Intégrer la prévention du crime et la justice pénale dans le programme de développement pour l'après-2015 ».

La réunion d'aujourd'hui intervient en plein préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se tiendra à Doha en avril 2015. Selon l'ONUDC, en 2013, le taux d'homicides dans les pays à faible revenu et à revenu moyen-inférieur était en moyenne 2,5 fois supérieur à celui des pays à revenu élevé.

Se référant aux différents traités internationaux permettant de lutter contre la criminalité violente, notamment la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses trois protocoles additionnels et la Convention des Nations Unies contre la corruption, M. Fedotov a déclaré que « bien que les Etats membres ont encore beaucoup à faire pour mettre en œuvre efficacement leurs engagements, ces cadres fournissent une base solide pour relever les entraves à l'Etat de droit et à la justice, renforcer les institutions et promouvoir la coopération internationale à l'appui du développement durable et équitable ».

Egalement présent à l'événement, le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, a souligné que tous les pays doivent adopter des systèmes efficaces de prévention de la criminalité et de justice pénale.

« Alors que nous avançons sur le terrain du développement durable transformatif, nous devons reconnaître les effets débilissants et déstabilisateurs de la violence », a ajouté M. Eliasson, tout en appelant à développer une « approche globale » pour faire face à la criminalité.

« L'insécurité, la corruption et la criminalité entravent l'accès à la santé, à l'éducation et aux autres services de base. Ils sapent le commerce et les relations commerciales, les possibilités d'emploi et la protection de la propriété. Tout cela nuit aux individus et endommage les sociétés. Le lien croissant entre le crime organisé et le terrorisme est par ailleurs une tendance très inquiétante », a déploré le Vice-Secrétaire général.

Tout comme M. Fedotov, M. Eliasson a exhorté les pays à adopter et mettre en œuvre les instruments internationaux existants concernant la lutte contre le terrorisme, la drogue, la corruption, la traite des êtres humains et le trafic de migrants et d'armes à feu.

De son côté, le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Sam Kutesa, a déclaré que la prévention du crime et l'accès à la justice « vont de pair » avec de nombreux objectifs de développement, dont l'éradication de la pauvreté et l'augmentation de l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau et à l'énergie.

Se référant à la protection contre la criminalité et la violence comme étant « l'un des prérequis les plus fondamentaux pour mener une vie productive et digne », M. Kutesa a souligné que la criminalité affaiblit l'autorité de l'Etat, alimente la corruption, nuit aux économies déjà fragiles et compromet la qualité de vie.

Myanmar : l'ONU exhorte le pays à « retrouver le droit chemin

»



25 février - Le Myanmar semble s'être engagé sur une mauvaise voie et doit de toute urgence « retrouver le droit chemin » en cette année déterminante pour la transition démocratique et la réconciliation du pays sur le long terme, a déclaré mercredi le chef des droits de l'homme de l'ONU.

« La communauté internationale a perçu la transition au Myanmar comme une histoire pleine de promesses et d'espoir », a commenté le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, dans un communiqué de presse à Genève. «

Mais les évolutions récentes relatives aux droits de l'homme des minorités, à la liberté d'expression et au droit de manifester pacifiquement remettent en question le sens donné à cette histoire, jusqu'à faire peser la menace d'un retour en arrière », a-t-il déploré.

« Le Myanmar avait promis de mettre fin à l'ère des prisonniers politiques, mais semble maintenant avoir l'intention de créer une nouvelle génération en emprisonnant ceux qui prétendent jouir des libertés démocratiques qui leur ont été promises », a mis en garde M. Zeid, citant un certain nombre d'affaires récentes dans lesquelles la liberté d'expression et le droit de manifester pacifiquement ont été « entravés par une application régressive de la loi ».

La Haut-Commissaire s'est par ailleurs inquiété des tentatives récentes du gouvernement d'exclure certaines minorités ethniques ne bénéficiant pas de la citoyenneté birmane du droit de vote lors du référendum constitutionnel et des élections prévus cette année, une mesure qui viserait notamment la minorité musulmane apatride des Rohingyas.

« Les Rohingyas, qui sont environ un million, ont vécu au Myanmar depuis des générations, mais ils se voient refuser l'égalité d'accès à la citoyenneté, et beaucoup ont été victimes d'attaques violentes et de pogroms », a déploré M. Zeid, ajoutant qu'au cours de cette année électorale, il sera tentant pour certains politiciens « d'attiser les flammes du préjudice dans l'espoir de gains électoraux ».

Un tel comportement irresponsable aurait des conséquences redoutables pour le pays, s'est inquiété le Haut-Commissaire, qui a également exprimé sa préoccupation face à quatre projets de loi en cours d'adoption par le Parlement du pays, dont certaines dispositions vont à l'encontre des normes internationales des droits de l'homme et risqueraient d'institutionnaliser la discrimination contre les minorités religieuses et ethniques.

Par ailleurs, M. Zeid a mis en garde contre la détérioration de la situation dans la région auto-administrée de Kokang, dans le nord de l'Etat de Shan, suite à l'escalade de la violence entre l'armée du Myanmar et d'autres groupes armés, dont l'Armée de l'alliance démocratique nationale du Myanmar.

« Les rapports suggèrent que des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées par les combats en cours. Le 18 février, l'état d'urgence a été déclaré pour 90 jours dans la zone auto-administrée du Kokang, octroyant de vastes pouvoirs exécutifs et judiciaires à l'armée », a ajouté le Haut-Commissaire, redoutant que cette spirale de la violence ne remette en question le processus de paix dans le pays.

Appelant toutes les parties à respecter les droits de l'homme et à protéger la population civile, M. Zeid a insisté sur la nécessité pour l'armée et les groupes armés non étatiques de rendre des comptes pour les violations qui auraient été commises.

« Assurer la responsabilité de l'armée sera un test clé pour la transition », a conclu M. Zeid.

FAO : un leadership solide et une culture axée sur les résultats,

selon un rapport indépendant



25 février - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a pris des mesures concrètes et démontré un leadership exécutif solide à l'origine d'une culture axée sur les résultats au niveau aussi bien de l'agence que de ses pays membres, indique un nouveau rapport de la FAO.

« La FAO est en train d'effectuer, en son sein, des réformes profondes et de grande envergure, qui visent à améliorer les systèmes et les pratiques qui étaient problématiques dans le passé, et plus particulièrement pour devenir plus transparente et axée sur les résultats », constate en effet le rapport 2014 du Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales (MOPAN).

Depuis l'évaluation 2011, la FAO « a aiguisé son orientation stratégique » en réduisant à cinq le nombre de ses objectifs stratégiques et en les alignant de plus près sur son mandat de base et ses avantages comparatifs, précise le rapport.

« La FAO a connu des changements transformationnels importants depuis 2012. Nous commençons à voir les résultats, mais notre travail n'est pas terminé pour autant. L'heure est venue de consolider nos efforts précédents et procéder aux ajustements nécessaires pour exprimer notre plein potentiel. Je suis convaincu que dans les prochaines années, la FAO peut – et doit – apporter une plus grande contribution aux efforts nationaux, régionaux et internationaux visant à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous et promouvoir le développement durable », s'est félicité le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, dans un communiqué de presse à l'occasion de la publication du rapport à Rome.

La période sous revue couvre la plus grande partie du premier mandat de M. Graziano da Silva qui a pris ses fonctions en janvier 2012.

L'évaluation 2014 du MOPAN constate que la FAO est « une organisation pertinente qui a un rôle important à jouer pour améliorer la sécurité alimentaire et les systèmes agricoles au triple niveau local, régional et global ».

Le rapport note aussi comment, au cours des trois dernières années, la FAO « a entrepris des réformes organisationnelles pour rendre plus efficaces sa gestion et ses opérations dans le cadre de la mise en œuvre de son Cadre stratégique révisé ».

Ces réformes incluent des changements dans la gestion des ressources humaines, le renforcement de la direction au niveau des pays, une décentralisation accrue et l'intégration du développement et de la programmation d'urgence.

L'évaluation constate que la FAO a renforcé sa collaboration avec d'autres agences des Nations Unies et les parties prenantes pour faire face plus efficacement aux problématiques locales, régionales et mondiales, ainsi qu'aux situations d'urgence. Quant aux efforts déployés par la FAO pour collaborer avec les autres agences des Nations Unies, ils sont qualifiés de « louables ».

Les efforts entrepris pour « travailler de façon plus stratégique dans les pays et les efforts de décentralisation de la FAO sont fondamentaux pour améliorer la pertinence et l'efficacité de sa programmation », selon le rapport du MOPAN.

Le rapport constate que la FAO « jouit d'une réputation de haute qualité et très appréciée en matière de dialogue politique, en particulier au double plan régional et mondial ». Il ajoute que l'agence est également « appréciée pour son approche inclusive ».

La FAO, souligne encore le rapport, est « championne » en matière de dialogue Sud-Sud et de coopération, à savoir la mise en commun et l'échange de connaissances, d'expériences, de bonnes pratiques et d'autres ressources entre pays du Sud.